

Notes de lectures de Georges Leroy

Août 2008



L'attribution des étoiles est relative, et peut comporter des aspects négatifs... *le diable porte pierre*. Si l'appréciation porte davantage sur le fond que sur la forme, elle n'en constitue pas moins un jugement de synthèse avec sa part de subjectivité... mais non de relativisme.

Note: La qualité de ce document permet l'impression sur une imprimante de bureau:
(BR plus rapide et HR illustrations meilleures)

Culture classique et christianisme



MM Auger et Wolff
Picard, 416 p., 49 €

Dans le Misopogon, l'empereur Julien se présentait lui-même, quand il était jeune homme, comme un erastès logôn, « épris des logoi ». Le terme logoi, difficile à rendre en traduction, signifiant bien entendu les discours, mais de manière plus générale chez Julien les « belles lettres », les « études classiques », les « œuvres de l'esprit ». Quel que soit le sens que l'on donne à ces logoi, la formule erastès logôn convient parfaitement aussi à Jean Bouffartigue. À leur tour, les amis, les élèves, les collègues, qui participent ici à ces Mélanges, ont souhaité s'associer à cette passion pour continuer ainsi le dialogue intellectuel que cet universitaire a su instaurer avec eux. La bibliographie de l'historien reflète un certain nombre de centres d'intérêt: l'empereur Julien et les au-

teurs chrétiens qui ont polémique avec lui, la philosophie, notamment néo-platonicienne, l'évolution des idées et des croyances, la littérature d'époque impériale et tardive, les questions relatives à l'animal et l'animalité, les transformations et les passages d'une langue antique à l'autre. Les contributeurs de ce volume ont tenu à centrer leurs articles sur ces mêmes sujets. Au-delà d'une certaine variété, le livre présente donc une claire unité, autour de la permanence de la culture classique, du choc des idées, des croyances et des sensibilités dans le monde antique. Et bien sûr, le fantôme de l'empereur Julien y rôde en de nombreuses pages

rent François d'Assise et Malek al-Kamel? Non? Et pourtant, c'est ce que vous croirez au sortir de ce livre. Le talent de l'auteur est d'avoir tiré d'une minutieuse documentation la matière puissamment évocatrice d'un récit impressionnant. François prend chair devant nous; le feu dévorant qui l'anime nous brûle aussi.

Débarquant en Orient, et considérant Jérusalem comme « l'aboutissement de sa quête évangélique », François va à la rencontre du puissant sultan d'Égypte Malek al-Kamel. Aidé de Frère Illuminé, son fidèle compagnon de pensée, François se retrouve face au puissant serviteur d'Allah. S'instaure entre les deux hommes un dialogue théologique profond durant lequel François tentera d'éveiller chez le sultan « le meilleur de lui-même pour en faire une force d'amour », tandis que ce dernier n'aura de cesse de montrer à son interlocuteur que « nul d'entre nous, aucun Christ surtout, ne peut être engendré par Dieu et de même essence que lui ».

Jusqu'au moment où, malgré le fracas des armes, le puissant roi et le « Poverello » finiront par prier l'un pour l'autre. Loin du portrait de saint éthéré en usage lorsqu'il s'agit de décrire François d'Assise, l'auteur propose un être de chair et de sang, pétri de foi, dont il analyse la complexité dans un roman généreux, saisissant récit de la cinquième croisade. La foi de François n'a pas été partagée par Malek, mais le respect mutuel a fait des miracles. La rencontre du pauvre d'Assise

François d'Assise et le sultan



Alain Absire

Presses de la Renaissance, 352 p., 9,5 €

Avez-vous fait le siège de Damiette avec les croisés en l'an 1219? Etiez-vous présent lors des entretiens qu'eu-

et du sultan d'Égypte peut encore nourrir le dialogue entre croyants des deux religions, pour peu que chacun soit, comme eux, fidèle à rechercher, au cœur de ses convictions religieuses, le plus grand bien pour l'homme.

Julien Freund au cœur de la politique



★★★★☆

Pierre-Antoine Taguieff

La Table ronde, 198 p., 18 €

Philosophe, sociologue et historien des idées, Julien Freund (1921-1993) est l'un des rares penseurs du politique que la France a vu naître au XXe siècle. Le présent ouvrage brosse le portrait de cet auteur qui a marqué la philosophie politique avec « L'essence du politique », abordant l'œuvre à travers la figure de l'homme. Sont évoquées ses expériences dans la Résistance, qui déterminent ses réflexions sur le mal et sur la condition humaine, ses relations polémiques avec les intellectuels de son temps, son tempérament d'anticonformiste et ses jugements sur Carl Schmitt.

Né à Henridorff (Moselle) le 8 janvier 1921, d'une mère paysanne et d'un père ouvrier socialiste, Julien Freund était l'aîné de six enfants. Après la mort de son père, il avait dû interrompre prématurément ses études et était devenu instituteur dès l'âge de 17 ans. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participa activement à la Résistance. Pris en otage par les Allemands en juillet 1940, il parvint à passer en zone libre et, dès janvier 1941, milita à Clermont-Ferrand (où s'était repliée l'université de Strasbourg) dans le mouvement Libération d'Emmanuel

d'Astier de la Vigerie, puis dans les groupes-francs de Combat animés par Henri Frenay, tout en achevant une licence de philosophie. Arrêté en juin 1942 à Clermont-Ferrand, puis en septembre à Lyon, il fut avec Emmanuel Mounier l'un des accusés du procès Combat. Incarcéré à la prison centrale d'Eysses, puis à la forteresse de Sisteiron, il parvint à s'évader le 8 juin 1944 et rejoignit jusqu'à la Libération les maquis FTP des Basses-Alpes et de la Drôme. Rentré à Strasbourg en novembre 1944, il se consacra quelque temps au journalisme et à l'action politique, expériences qui furent pour lui une source de déception en même temps que le point de départ d'une longue réflexion. Il fut en 1945-46 responsable départemental du Mouvement de libération nationale (MLN) de la Moselle, et quelque temps secrétaire académique du SNES.

Ayant postulé dès 1946 un poste de professeur de philosophie, il avait passé son agrégation, puis enseigné successivement au collège de Sarrebourg (1946-49), au lycée de Metz (1949-53) et au lycée Fustel de Coulanges de Strasbourg (1953-60). De 1960 à 1965, il avait été maître de recherche au CNRS, spécialisé dans les études d'analyse politique. En 1965, année de la soutenance de sa thèse de doctorat en Sorbonne, il avait été élu professeur de sociologie à l'université de Strasbourg, où il fut le principal fondateur, puis le directeur de la faculté des sciences sociales. Il y créa un certain nombre d'institutions à vocation régionale, comme l'Institut de polémologie de Strasbourg (témoignage de sa proximité avec Gaston Bouthoul), le Centre de recherches et d'études en sciences sociales (en 1967), la Revue des sciences sociales de la France de l'Est (en 1972) ou le Centre de recherche en sociologie régionale (1973). Il a également enseigné en 1973-75 au Collège d'Europe de Bruges, puis en 1975 à l'université de Montréal. Nommé en 1979 président de l'Association internationale de philosophie politique, il avait pris peu de temps après une retraite anticipée reprochant les évolutions de

l'enseignement et de l'administration universitaires. Depuis, retiré à Villé, il se consacrait entièrement à ses livres.

Marqué par la pensée de Max Weber, de Georg Simmel, de Vilfredo Pareto et de Carl Schmitt, auteurs qu'il contribua à mieux faire connaître en France, Julien Freund s'était imposé avec son livre sur L'essence du politique, issu de la thèse de doctorat qu'il avait soutenue le 26 juin 1965 sous la direction de Raymond Aron (le philosophe Jean Hyppolite ayant préféré se récuser pour n'avoir à patronner ses thèses). Influencé par Schmitt, il s'efforçait dans sa thèse d'analyser les catégories fondatrices du politique, insistant sur la triple relation entre obéissance et commandement, ami et ennemi, public et privé. Il ne cessera, par la suite, de s'intéresser aux invariants de l'esprit humain, qu'il s'agisse de l'esthétique, de l'éthique, de l'économique ou du religieux. Pour Julien Freund, la guerre ne saurait être analysée hors de la logique politique. En cela, il adopte les mêmes positions que son maître Raymond Aron, mais surtout que celles de Clausewitz qui, à ses yeux, a « vraiment saisi l'essence éternelle de la guerre » en ne voyant en elle qu'un simple fragment de l'ensemble politique.

L'essence du politique, qui a connu trois éditions, consiste, selon lui, à analyser des constantes et des réalités immuables. Ces constantes, précise l'auteur d'entrée de jeu, restent indépendantes des variations historiques, des contingences spatiales et temporelles, des régimes et des systèmes politiques. Analyser l'essence du politique, c'est donc tenter de le comprendre selon ses caractéristiques, qui le différencient d'autres phénomènes collectifs comme l'économique ou le religieux. Se situer de cette manière, au risque de choquer les observateurs des phénomènes changeants, c'est se hausser jusqu'à la philosophie politique. C'est risquer aussi de se faire taxer de « conservateur ». Mais Freund refusait de donner une signification péjorative à la notion de conservation. Le déclin, disait-il, est le contraire de la

conservation. Celle-ci n'a de sens que si elle développe et fait fructifier un acquis. L'auteur organise son approche du politique en y distinguant, par-delà toutes les conjonctures historiques et les variations institutionnelles, trois dialectiques majeures : celle du commandement et de l'obéissance qui produit de l'ordre ; celle du privé et du public qui construit l'opinion ; celle de l'ami et de l'ennemi qui a la lutte pour principe. En politique intérieure comme dans les relations internationales, ces trois dialectiques sont à l'œuvre. Le but du politique n'est-il pas d'assurer la sécurité extérieure et la concorde intérieure, en « garantissant l'ordre au milieu de luttes venant de la diversité des opinions et des intérêts » ? Il est donc dans la nature de toute collectivité de chercher à se protéger de l'ennemi, des menaces intérieures et extérieures, et de vouloir être puissante pour mieux se défendre. C'est pourquoi, selon Freund, l'action politique consiste en un usage intelligent de la force. Si l'on veut comprendre l'homme et son devenir, conclut ce philosophe politique, il faut « mettre en rapport l'histoire et la métaphysique ».

Peu intégré à la sociologie française, Julien Freund avait toutefois une certaine réputation dans le monde entier, en particulier pour son livre sur Max Weber, traduit notamment en anglais. Il avait refusé de quitter son Alsace natale pour venir s'installer dans la capitale : « Kant vivait à Königsberg et non à Berlin », répondait-il à ceux qui s'en étonnaient. Amateur de peinture – il avait épousé en 1948 la fille du peintre alsacien René Kuder (1882-1962) – et de gastronomie régionale.

Sa fascination pour Carl Schmitt, indissociable de son approche fondamentalement agonistique du politique, de même que son engagement dans la revue Nouvelle école du Groupe de recherche et d'études sur la civilisation européenne (GRECE) et sa contribution à la revue d'extrême-droite Nationalisme et République, ont fait de lui un penseur controversé.

Avec Jacques Maritain, Bertrand de Jouvenel et Raymond Aron, et aussi Claude Lefort ou Cornelius Castoriadis, il fut du petit nombre de ceux qui ont représenté la philosophie politique de langue française. Formé par une lecture continuée de Max Weber, Freund fut un penseur du politique partagé entre un héritage aristotélicien assumé et une influence schmittienne reconnue autant que réfléchie. Son courage intellectuel et sa lucidité lui valurent d'être frappé d'ostracisme, après Mai 68, par une intelligentsia de gauche modelée par le marxisme et soucieuse de conserver le pouvoir intellectuel. Machiavélien pratiquant la vertu d'espérance, Freund fut un libéral conservateur insatisfait. Sa pensée politique, fondée sur la thèse que la politique vit du conflit, oscille entre un libéralisme combatif et un conservatisme éclairé, indissociable d'une réinterprétation sélective de la tradition occidentale, selon lui menacée d'autodestruction. Dans la chaîne idéale d'éclaireurs qui, dans la France du XXe siècle, va de Paul Valéry à Raymond Aron, l'"inconformiste" Freund a sa place.

Ses travaux ont fortement influencé deux de ses anciens élèves, la philosophe Chantal Delsol et le sociologue Michel Maffesoli.

Le choix du royaume



★★★★☆

Gérard Guyon

Ad Solem, 440 p., 35 €

En posant d'une façon stricte l'irréductibilité des rapports entre la foi et la politique, le christianisme a transformé l'ancien principe de légi-

time du pouvoir. Désormais, l'autorité politique n'est plus absolue : Dieu et l'ordre politique ne peuvent être placés sur un même plan. Cette relation est centrale pour le citoyen qui a désormais l'assurance que la foi ne peut pas être absorbée dans la politique. Le danger d'une soumission excessive est écarté, car la conscience qu'il introduit dans sa relation avec le pouvoir le libère de son emprise, et en particulier de l'obligation de consentir à une adhésion sans limite. Pour les chrétiens des premiers siècles, cette assurance tire son origine de l'attente eschatologique et de la force de l'espérance messianique qui les obligent à être d'une grande vigilance. La formule contenue dans l'Épître à Diognète : « Les chrétiens âmes du monde », revêt alors un sens particulièrement fort. Les chrétiens sont là pour garder le monde et faire de lui le lieu de l'accomplissement de la vie humaine dans toute sa dimension personnelle.

La naissance du christianisme s'est accomplie dans le cadre des institutions et des valeurs de la Rome antique. Mais cette histoire est providentielle, aussi. Elle trace les conditions de la construction d'une morale de la citoyenneté qui ne s'édifie pas sur un refus du monde sectaire mais sur la nécessité d'une distinction autrement plus exigeante. Les chrétiens ont l'obligation morale de concourir à l'édification progressive d'une société meilleure et plus juste, préfiguration de la Cité céleste à venir. Obligation sans cesse à maintenir envers et contre tout ce qui lui fait obstacle, puisque c'est à ce titre que le christianisme est l'Incarnation continuée, et l'Église, comme l'écrivait Bossuet, Jésus-Christ répandu et communiqué. De ce fait, la foi en son Royaume remet toujours le monde et ses valeurs propres en question. Elle dicte à la conscience l'obligation de tracer, le plus rigoureusement possible, les termes du débat dans lequel doit s'inscrire l'adhésion ou le refus du politique, et par là même l'engagement dans la cité.

Bretons et normands au Moyen Age



★★★★☆

J. Quaghebeur et B. Merdignac

Presses Universitaires de Rennes

384 p., 22 €

Symbole de la cristallisation des relations normando-bretonnes, le Mont Saint-Michel fête ses 1300 ans. En effet on ne saurait faire l'histoire de la Bretagne médiévale sans parler des Normands. Depuis l'arrivée des Bretons sur le continent à partir du Vème siècle et l'installation des Vikings dans l'Ouest de la France au IXème siècle, Bretons et Normands n'ont cessé de s'affronter et de se lancer dans des opérations de pillage et de conquête. Mais par-delà les conflits frontaliers, Bretons et Normands n'ont-ils pas réussi à nouer des relations stables dans la plupart des domaines de la vie économique, religieuse, culturelle et politique?

On continue de publier des histoires particulières de la Normandie et de la Bretagne, bien que seule une étude d'un vaste ensemble allant de la Loire à la Somme puisse rendre compte des principaux changements politiques et culturels de ces deux régions. Les hommes des temps médiévaux se savaient appartenir à un territoire plus vaste, qui devint le royaume de France. On ne saurait oublier non plus que cet ensemble géopolitique ouvert sur la mer est en relation permanente avec les Îles Britanniques et le monde scandinave.

Pour tenter d'apprécier les véritables relations qui se sont nouées entre ces deux peuples durant près

d'un millénaire, il est indispensable de se situer dans un cadre plus large intégrant toutes les régions où ils sont intervenus. Il convient également d'envisager les différents domaines où sont nés tout à la fois rivalités, malentendus et convergences. C'est donc à un premier essai de synthèse sur les relations entre Bretons et Normands durant le Moyen Age que s'attachera ce colloque international, qui a réuni les plus éminents spécialistes de la Bretagne et de la Normandie médiévales.

Naissance de la politique moderne

★★★★☆

Pierre Manent

Gallimard, 284 p., 10 €

Enquête sur la démocratie



★★★★☆

Pierre Manent

Gallimard, 470 p., 14,50 €

La pensée politique moderne a confié à l'Histoire le soin de conduire à son terme ce que la philosophie classique nommait recherche de la vérité. Or, pour que l'histoire du monde devienne le tribunal du monde, il fallait abolir la distance, affirmée par la philosophie classique, entre la Raison qui éclaire les hommes et les vicissitudes de leur action dans l'histoire. La philosophie politique devient moderne, et nous avec elle, en engageant un double mouvement contradictoire. D'un côté, le "culte du fait", avec Machiavel, puis Hobbes, pose le nouvel impératif de l'obéissance à la nécessité. De l'autre, le "culte du droit",

promu par Rousseau, nourrit le refus du monde mixte où force et justice se mêlent, et entretient le désir utopique d'une société où tout serait justifié devant le tribunal de la raison. Culte du droit et culte du fait se rejoignent dans le culte de l'individu, fait ultime du monde humain et source de tous les droits. Toute la force de l'exposé de l'auteur est de montrer comment, dans le développement de la pensée politique moderne et dès l'origine, perspective "scientifique" ou "réaliste" et perspective "morale" ou "idéaliste" dépendent l'une de l'autre et sont finalement inséparables. L'utopie du droit se fonde et se redouble dans l'utopie du fait.

Ces ouvrages se proposent de scruter différentes notions de la philosophie politique. Il s'articule autour de trois ensembles qui correspondent aux trois aspects de la personnalité intellectuelle de Pierre Manent: le penseur, le lecteur et l'observateur.

Dans le premier groupement, l'auteur éclaire les grandes questions qui se posent à nos démocraties libérales en convoquant les noms prestigieux de la philosophie politique. Dans une deuxième partie, il rassemble diverses lectures de penseurs et philosophes qui lui ont été chers, de Machiavel à son maître, Raymond Aron. Dans le dernier moment de l'ouvrage, sans doute le plus inventif, il travaille l'articulation entre religion et démocratie.

Si il est un mot qui revient le plus souvent dans l'ouvrage de Pierre Manent, c'est bien celui de "libéralisme", objet de ses nombreuses recherches. Du libéralisme découlent selon lui toutes les questions qui se posent aux démocraties. "Si, écrit-il dans le propos liminaire de son ouvrage, à l'exception des libéraux doctrinaires qui prennent à la lettre les thèses libérales, la plupart d'entre nous ont en effet des réserves sérieuses quant à la philosophie qui sous-tend le mouvement libéral, il reste que nous sommes en quelque sorte obligés de consentir au libéralisme, sous peine de laisser le mouvement du monde nous filer entre les doigts et devenir ainsi "anachro-

niques", perspective que le libéralisme précisément nous a appris à redouter plus que la mort". Pour l'auteur, le libéralisme est une force, une dynamique à laquelle il est vain de vouloir se dérober. Mais l'absence de définition précise de ce terme nuit parfois à la clarté de ses raisonnements.

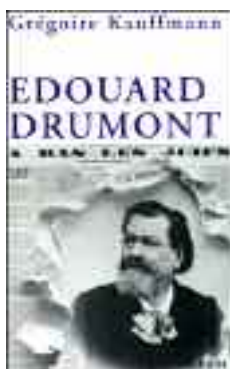
Pierre Manent retient-il du libéralisme la dimension théorique – les régimes politiques modernes convergent vers un modèle de démocratie libérale – ou la dimension pratique? Il ne s'attache jamais directement au libéralisme, en particulier économique, comme pratique de conduite des nations et n'oppose jamais frontalement le libéralisme et l'État, dans la mesure où l'État est le cadre au sein duquel le libéralisme doit prendre forme. Mais dans le creux de cette défense philosophique du libéralisme se déploie à travers l'ouvrage une méfiance patente à l'égard de l'État et du volontarisme politique.

Le cheminement choisi par Pierre Manent se place toujours à la rencontre d'une réflexion philosophique et d'un jugement sur son temps; son ouvrage n'est donc pas exempt d'une coloration politique qui apparaît au fil des pages. Si sa démarche peut parfois sembler marquée par la nostalgie de temps plus anciens, il insiste davantage sur la grandeur de ce qui fut plutôt que sur la médiocrité de ce qui arrive.

Contribution précieuse à l'histoire de la philosophie politique, ces livres offrent aussi une analyse très éclairante des problèmes actuels de la démocratie; elle se conclut par une mise en garde. Réduire la démocratie aux seuls droits de l'homme et la dégager du cadre national où elle s'est épanouie, comme tendent à le faire les Européens d'aujourd'hui, c'est vouloir se soustraire à notre condition politique et sortir de l'Histoire. Selon l'auteur, la démocratie serait tout simplement le processus par lequel l'individu prend sa pleine dimension. "Cette situation de la démocratie, cette expérience de la dissolution libératrice des liens, contient pour chaque individu une mission. Sa situation contient sa mis-

sion: il est "condamné à être libre". Tel est, reconnaissable sous bien des rhétoriques différentes, le pathos spécifique de l'individualisme moderne". Dès lors que l'individu se singularise, à travers le processus démocratique, deux chemins s'offrent au philosophe: ou bien se réjouir que l'individu, indépendant, prenne sa pleine mesure; ou bien déplorer qu'il se réfugie dans le banal, dans le commun, par peur d'affronter une indépendance sans doute vertigineuse. Pierre Manent privilégie, non sans chagrin, la seconde branche de l'alternative.

Édouard Drumont



★★★★☆

Grégoire Kauffmann

Perrin, 562 p., 26 €

En avril 1886, paraît en librairie La France juive, œuvre d'un journaliste inconnue. Aussitôt, le livre s'arrache. Il va devenir l'un des plus grands succès d'édition de la fin du XIXe siècle. L'antisémitisme français a trouvé son prophète en la personne d'Édouard Drumont (1844-1917), dont voici la première biographie. Brouillant les clichés traditionnels, l'antisémitisme devient avec Drumont une arme politique dirigée contre la République laïque, les Juifs étant rendus responsables des errements de la société moderne, des abus du capitalisme et de la déchristianisation. Son quotidien, La Libre Parole, lance le scandale de Panama puis l'affaire Dreyfus. Élu député d'Alger en 1898, Drumont préside à la Chambre le « Groupe parlementaire antijuif ». Oublié après l'affaire Dreyfus, il deviendra une référence clé entre 1940 à 1944.

Nourri d'un très grand nombre d'archives inédites, l'ouvrage de Grégoire Kauffmann restitue le vrai visage de ce polémiste halluciné, homme d'affaires implacable, à la fois naïf et retors, stimulé par une vanité jamais satisfaite et une mégalomanie malade. Il fait pénétrer le lecteur dans l'univers intime du « pape de l'antisémitisme »: escroqueries, chantages, manipulations policières, duels, séances de spiritisme, galanteries fin de siècle. Au-delà du récit biographique, l'auteur s'emploie à élucider la question controversée de la diffusion de l'antisémitisme à la fin du XIXe siècle. Il met également en lumière la nature et les ressorts du phénomène populiste: la rencontre entre un homme au tempérament exalté et un public en quête d'idées simples qui lui expliquent les malheurs du monde et les voies de sa survie.

L'écologie, de la Bible à nos jours



★★★★☆

Patrice de Plunkett

Éditions de L'Œuvre, 210 p., 20 €

Le projet de ce livre est né de deux urgences: la crise mondiale de l'environnement, qui pousse à un nouvel art de vivre. Et l'urgence de faire connaître à tous – notamment aux écologistes – la pensée chrétienne dans ce domaine. D'où ce livre qui est une enquête sur hier et aujourd'hui. Vis-à-vis de l'homme dans la nature, que s'est-il passé avec la naissance du christianisme, avec le Moyen Âge, avec Descartes, avec les Lumières, avec le capitalisme industriel? Et aujourd'hui: pourquoi la situation au XXe siècle a

rendu nécessaire l'apparition de l'écologie, pourquoi la question va dominer le XXI^e siècle... Quel est leur impact sur le politique et sur les idées? Le sujet de cette enquête est vital; il commande l'avenir de la planète, donc celui de l'humanité.

La Bible aurait pollué le monde avec le « dominez la terre » de la Genèse. C'est une accusation très répandue. Elle vient d'intellectuels anti-chrétiens, qui l'ont infusée dans une partie du mouvement écologiste. Et elle est aggravée par des chrétiens, qui croient devoir être « anti-écologie » parce que certains écologistes sont antichrétiens. L'auteur reprend donc la Bible et étudie le message sur l'homme et la nature. Il est frappant: Dieu crée l'homme pour le rendre jardinier, berger et « prêtre » du reste de la Création. Non pour qu'il la saccage. L'esprit profond et véritable de l'écologie, c'est la Révélation judéo-chrétienne. Tel est le début de ce livre.

L'esprit « écologique » de la Bible irrigue le Moyen Age. Le monde des moines est celui des psaumes, rythmé par le cosmos. Le monde architectural des cathédrales est une fabuleuse éclosion du végétal. Les théologiens les plus rigoureux (Alain de Lille, Hugues de Saint-Victor, Hildegarde de Bingen) ont des accents incroyablement écologiques pour parler de la nature. Le symbole du jardin verdoie dans toute la pensée religieuse médiévale. Quant au mouvement franciscain du XIII^e siècle, il est étonnamment proche de l'écologie chrétienne d'aujourd'hui: solidarité de l'homme et du reste de la Création (« mon frère le soleil », « ma sœur l'eau »), et nouvelle évangélisation dans les villes en pleine révolution économique! Le parallèle avec notre temps saute aux yeux. C'est pourquoi Jean-Paul II a nommé saint François patron des écologistes.

Les conquêtes de la science sont bonnes si l'on en fait bon usage. Or est apparue aux XVII^e-XVIII^e siècles l'idée d'une « science-pouvoir » et d'une nature « machine », livrée à l'homme pour qu'il l'exploite sans limites. Cette conception du progrès était celle des Lumières, et s'est imposée contre la

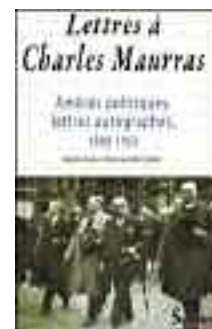
vision chrétienne. Elle a été ensuite la vision du XIX^e siècle et de la révolution industrielle, qui a transformé les travailleurs en esclaves et la nature en chantier. Au XXI^e siècle, on voit le butoir de ce processus: la nature est tellement exploitée que ses ressources faiblissent et que ses équilibres se dérèglent. L'homme ne peut se passer de la biosphère dont il fait partie. Il doit donc changer de façon de vivre et de vision de la vie.

Si le réchauffement climatique est prédit dès 1880 par l'abbé Stoppani (géologue de l'Académie royale des sciences de Milan) et en 1900 par Arrhenius (Suédois, prix Nobel de chimie), l'écologie naît à la fin des années 1960, quand l'opinion prend conscience des effets du productivisme industriel sans frein. Vers 1970, on voit naître l'écologie « politique », qui veut amener les gouvernements à prendre en compte la responsabilité de l'homme envers la nature.

Quant aux catholiques sont divisés sur la question. Certains sont attentifs aux directives écologiques (fermes et argumentées) qui viennent de Rome et des évêques depuis vingt ans: souvenez-vous du flamboyant message de Jean-Paul II pour la Journée de la paix du 1^{er} janvier 1990. Ou du discours de Benoît XVI aux jeunes, à Lorette, le 2 septembre 2007. Ou du document de l'épiscopat français en 2000. Mais d'autres catholiques font la sourde oreille... Or il faut se laisser interpeller par le Magistère. On ne peut pas être théologien sans aimer ce que Dieu crée. Il y a un message et une parole chrétienne sur l'environnement, la nature et le développement durable. N'abandonnons pas le champ aux laïcistes! Le social et l'environnement sont liés au modèle économique, et l'ensemble définit la société humaine; si l'on veut remédier aux nuisances envers l'homme et la nature, il faut modifier le modèle économique, comme Benoît XVI l'a demandé le 12 novembre 2006. Seul le politique peut y parvenir. Mais le politique dépend de la vision de la vie, de la philosophie sociale: et elles-mêmes appartiennent au monde de l'esprit, qui touche au

spirituel! Tout est lié. C'est pourquoi l'écologie fait partie de la doctrine sociale de l'Église, que tous les catholiques devraient étudier... un livre intéressant et important malgré des approximations (sur la *deep ecology* notamment) de journaliste.

Lettres à Charles Maurras



★★★★☆

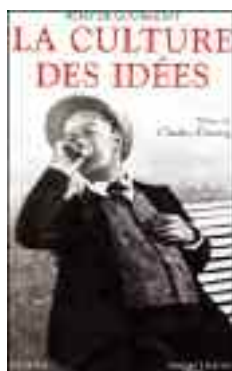
Agnès Callu et Patricia Gillet

Presse du Septentrion, 258 p., 22 €

Creusant les racines du genre épistolaire, ce recueil regroupe quelque quatre-vingts lettres adressées à Charles Maurras par ses amis. On retrouve donc des figures tutélaires de l'Action française (Jacques Bainville, Léon de Montesquiou, Lucien Moreau, Henri Vaugeois), des hommes de confiance (Bernard de Vaulx, l'amiral Antoine Schwerer), des références intellectuelles (Robert Brasillach, Thierry Maulnier) ou des « bras armés » (Maurice Pujo, Georges Calzant, Lucien Lacour, Marius Plateau, Maxime Réal del Sarte). Cet ouvrage rend compte aussi du comportement et des postures politiques de cohortes générationnelles unies. Marquées par les violences de guerre, imprégnée de valeurs royalistes, nationales, catholiques ou « anti-boches », elles expriment une adhésion sans partage aux idées maurrassiennes sous les mots de billets fiévreux ou de longues missives qui témoignent de l'urgente envie d'agir. Ces correspondances respectueuses autant qu'empathiques avec le « Cher Maître », choisies pour l'exploitation directe qu'elles autorisent sur l'intime de chacun et le lien privilégié entretenu avec Maurras, mettent au jour un corpus homogène par la place qu'il

réserve à la logique collective qui anime en les soudant groupes, réseaux et cercles de sociabilités. Pour autant, ressortent les spécificités sociales et culturelles de trajectoires individuelles, disjointes parfois dans les écarts de tranches d'âge, restituant pour l'historien la singularité de positionnements politiques mus par l'intransigeance de l'engagement.

La culture des idées



★★★★☆

Rémy de Gourmont

Bouquins, 1158 p., 30 €

Remy de Gourmont est issu d'une ancienne famille originaire du Cotentin. En 1866, la famille s'installe au manoir du Mesnil-Villeman, près de Villedieu (Manche). Remy de Gourmont est interne au lycée de Coutances de 1868 à 1876. C'est un excellent élève, même si on lui trouve trop d'imagination. Ayant obtenu en 1879 son diplôme de bachelier en droit à Caen, il s'installe à Paris. En novembre 1881, il obtient un emploi d'attaché à la Bibliothèque nationale. Il commence à collaborer à des périodiques catholiques tels que *Le Monde* ou *Le Contemporain*. Entre 1882 et 1886, il publie divers ouvrages de vulgarisation historique mais c'est avec un roman, *Merlette* (1886), dont l'action est située dans le pays de son enfance, entre Villedieu et Avranches, qu'il fait véritablement ses débuts littéraires. En accord avec la sensibilité multiple de son temps, il est l'ami de Villiers de l'Isle-Adam, Joris-Karl Huysmans... Il fréquente les lundis de Stéphane Mallarmé, rue de Rome.

En 1889, Remy de Gourmont est, avec Alfred Vallette, Louis Dumur, Ernest Raynaud, Jules Renard, au nombre des fondateurs du *Mercur* de France, auquel il collaborera pendant vingt-cinq ans. Cette collaboration marquera profondément la personnalité de la revue, à laquelle le nom de Gourmont reste indissolublement lié. En avril 1891, il y publie un article intitulé "Le Joujou Patriotisme" dans lequel il soutient que les affinités artistiques et culturelles profondes entre la France et l'Allemagne, qui devraient amener un rapprochement des deux pays, sont contrariées par les passions nationalistes; le ton dédaigneux de l'article suscite une polémique qui lui vaut d'être révoqué de la Bibliothèque nationale et lui ferme les colonnes de la majeure partie de la grande presse, malgré les efforts de son défenseur Octave Mirabeau, qui parvient tout de même à le faire entrer au *Journal*.

Vers la même époque (1890), Gourmont est atteint par une forme de lupus dont la progression ne peut être enrayée que par des cautérisations extrêmement douloureuses, qui le défigurent. Profondément atteint, il reste longtemps cloîtré chez lui et lorsqu'il se remet à en sortir, ce n'est que pour passer dans les bureaux du *Mercur*, rue de Condé et, une fois par an, pour quelques semaines de vacances à Coutances. Pour lui, désormais, n'existent plus que le travail et les livres. Il publie, quasi exclusivement au *Mercur* de France, une œuvre vaste et abondante, composée de romans, de pièces de théâtre, de recueils de poésie et surtout d'essais qui témoignent d'une profonde érudition.

Il meurt d'une congestion cérébrale le 27 septembre 1915 et est inhumé au cimetière du Père-Lachaise.

Gourmont, c'est une vie d'écrivain comme on faisait hier, une vie de sacrifice de la vie. Sans sentiment d'exploit d'ailleurs, la littérature, la remplaçant tout naturellement, devenant la vie même. Pas de femmes (si non une vieille maîtresse), pas d'enfants, pas de voyages. Unique-

ment écrire et publier. Principalement dans *Le Mercur* de France, revue que Gourmont fonda avec quelques amis, reprenant un titre du XVIIIe siècle. L'écrivain est un farouche, son tempérament le porte à contredire tout ce qui entraîne vers le groupe, la promiscuité, les mouvements d'idées. Des éruptions d'irritation le rendent parfois tranchant. C'est pour se séparer, après toutes les blessures qu'il en a reçues, d'une humanité sans tact. Ce genre d'écrivain a élevé la littérature française à un emplacement sûr, où les galopins de chaque génération pouvaient dessiner des moustaches au portrait des Illustres avant d'en devenir eux-mêmes. Son influence a été discrète et sûre. Cendrars l'admirait, Apollinaire a parlé de lui avec chaleur. Cocteau raconte qu'il a eu l'idée de sa pièce *L'Aigle à deux têtes* en lisant une de ses *Promenades littéraires*. Comme pour beaucoup d'écrivains passés par le symbolisme, c'est dans les pays anglo-saxons que son rayonnement s'est fait le plus sentir. Qui pourrait nier ce qu'Ezra Pound dit des essais de Gourmont: "J'incline à les juger le meilleur portrait possible, c'est-à-dire le meilleur résumé de l'esprit civilisé entre 1885 et 1915"?

La Culture des Idées est le livre qu'on peut conseiller à qui veut se plonger dans la pensée en action de Remy de Gourmont et notamment la dissociation d'idées. Il est même considéré comme un «dissociateur» d'idées. L'essentiel de son œuvre est consacré à cet exercice cérébral. Le mécanisme mental est tel en effet qu'une idée émise entraîne comme fatalement une autre idée que le langage lui associe. La méthode de Gourmont consiste à prendre chaque mot du couple, à l'isoler, et à creuser l'idée qu'il recouvre, ou encore à examiner avec hardiesse «comment un mot en arrive à ne plus avoir que le sens qu'on a intérêt à lui donner». L'idée au départ est nécessairement vraie, seule l'idée amalgamée est discutable. Un travail de dissociation est alors nécessaire pour dégager la vérité de sa partie polluée pour retrouver l'«idée pure» et par conséquence la rendre

inattaquable. Remy de Gourmont est un professeur de liberté sans complaisances.

L'Abbé Grégoire et l'Église constitutionnelle après la terreur



★★★★☆

Rodney Dean

Picard, 364 p., 45 €

Pendant l'hiver de 1794-1795, juste après la fin de la Terreur, un groupe d'ecclésiastiques et de laïcs catholiques se réunit régulièrement à Paris pour organiser la relance de l'Église constitutionnelle, Église créée en 1790 par l'Assemblée Constituante. À l'aide de nombreux documents inédits, conservés à la Bibliothèque de Port-Royal, à la Bibliothèque de l' Arsenal et aux Archives nationales, Rodney Dean, docteur en Sorbonne et spécialiste de l'Église constitutionnelle depuis plus de vingt-cinq ans, examine les mobiles de ces catholiques révolutionnaires et gallicans. Il souligne notamment le courage, la vision et la foi chrétienne de Henri Grégoire, le fameux Abbé Grégoire (1750-1831), évêque constitutionnel du Loir-et-Cher, de ses confrères dans le Comité des Évêques réunis à Paris et des curés membres des Presbytères de Paris et de Versailles. L'histoire de cette entreprise, racontée ici jusqu'à la fin du premier Concile national en novembre 1797, comble une véritable lacune dans notre connaissance de l'Église de France sous le premier Directoire. D'où l'on comprend la justesse des positions ultramontaines...

L'image à l'époque gothique



★★★★☆

Jean Wirth

Le Cerf, 425 p., 42 €

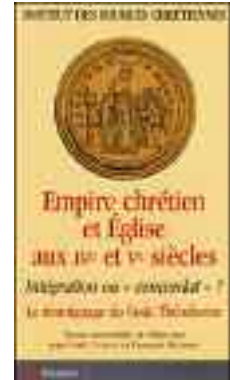
Après *L'Image à l'époque romane* (1999), Jean Wirth poursuit son étude d'ensemble de l'image au Moyen Âge en abordant l'époque des grandes cathédrales. L'image acquiert alors un prestige qu'elle n'avait jamais eu auparavant dans le monde occidental et qu'elle ne retrouvera plus. Cela tient à une confiance dans le visible que manifestent aussi bien la pensée scientifique que la religion. Il s'ensuit, dans les arts, une recherche intense de la ressemblance qui aboutit, vers 1200, au retour du dessin d'après nature, abandonné à la fin de l'Antiquité.

Grâce à la polychromie de la statuaire – le plus souvent disparue depuis – les saints et les grands de ce monde prennent une présence et une séduction saisissantes. Pour rendre compte de ce moment privilégié de l'histoire de l'art, il fallait dépasser quelques préjugés, à commencer par les préjugés esthétiques comme les dichotomies entre idéalisation et représentation de la nature ou encore entre dessin technique et artistique. Il fallait aussi renoncer à expliquer la religion médiévale et ses réalisations par la crédulité d'un peuple opprimé et misérable.

Il fallait enfin tenter de surmonter une méconnaissance du système religieux médiéval, qui est entretenue par ses détracteurs. Nous associons spontanément la religion au moralisme et nous avons quelque difficulté à imaginer la place qu'elle accordait au XIIIe

siècle – à une époque où les plus grands savants pouvaient devenir papes – aux préoccupations scientifiques et esthétiques.

Empire chrétien et Église des IV^e et V^e siècles



★★★★☆

MM Guinot et Richard

Le Cerf, 500 p., 70 €

En 312, à la surprise générale, Constantin s'est déclaré chrétien, et peut-être l'était-il depuis 311, mais il n'existait encore, et pour cause, aucun modèle de l'empereur chrétien, ni, du côté de l'Église, aucune théologie politique approfondie. Les relations entre pouvoir impérial et Église furent donc mises en œuvre dans l'empirisme, ce qui les rend d'autant plus intéressantes à observer, car les principes qui les régulent sont plus sous-jacents et implicites que conscients et délibérés. Certes, le pouvoir romain ne se contente pas de reconnaître l'Église, il la reçoit. Ce rapprochement est plus qu'une simple juxtaposition dans une neutralité bienveillante. En reconnaissant qu'ils procèdent tous les deux du Dieu chrétien, le pouvoir impérial et l'Église trouvent en lui leur solide principe d'union.

De ces relations, un témoignage direct et, chose exceptionnelle dans nos sources religieuses, émanant non pas de l'Église mais du pouvoir romain, est fourni par les lois religieuses du Code Théodosien. Elles situent l'Église dans l'Empire, lui fixent sa place, lui assurent des privilèges mais aussi, en contrepartie, un certain contrôle impérial. Ainsi se dessina la genèse de

l'union du trône et de l'autel qui fut pour des siècles une donnée cardinale de l'histoire de l'Occident, le cadre dans lequel « nous sommes devenus chrétiens ». Le colloque de Lyon (octobre 2005) s'est consacré, à partir de divers exemples, à l'analyse de cette genèse. Voici donc l'histoire des liens noués par les empereurs avec l'Église, aux IV^e et V^e siècle, avec pour conséquence le développement d'une idéologie impériale chrétienne et d'une théologie politique participant d'un principe d'union entre le pouvoir impérial et l'Église.

Laïcat catholique et société française: les comités catholiques



★★★★☆

Daniel Moulinet

Ed du Cerf, 590 p., 49 €

À l'exemple des catholiques allemands et italiens réunis dans les « Katholikentage » et dans l'« Opera dei congressi », des Français, formés à l'action caritative par la Société de Saint-Vincent-de-Paul, se retrouvent après 1870, au sein des Comités catholiques pour coordonner les œuvres catholiques et la défense religieuse. L'action de ces notables, quelque peu oubliée, voire méprisée par la suite, méritait d'être remise en lumière.

Bien qu'ayant connu des échecs sur le terrain politique, sous « la République des républicains », elle a porté des fruits durables. Ces hommes ont participé à l'essor des pèlerinages, des congrès eucharistiques et de l'adoration du Saint-Sacrement. Ils ont participé à la fondation de nombreuses

écoles libres, du primaire à l'université (les cathos datent de cette période), en passant par l'enseignement spécialisé; ils ont animé des patronages; ils ont défendu l'Église dans les journaux. Mais c'est surtout dans le domaine social que leur charité s'est faite inventive. Aucune des œuvres ouvrières de l'époque ne leur est demeurée étrangère; ils ont cherché comment, via les syndicats mixtes, adapter à leur siècle les corporations médiévales; ils ont lancé les syndicats agricoles et les caisses rurales ainsi que des banques populaires mutualistes; tout en participant aux œuvres charitables de l'époque (y compris les logements et les jardins ouvriers), certains ont voulu aller plus loin et aider les ouvriers à prendre en main leur formation sociale. Ils mettaient en pratique l'enseignement social du Vatican et participaient ainsi à la royauté sociale du Christ.

À la Belle époque, entre 1905 et 1914, les congrès diocésains se multiplient en France. Par leur nombre et leur diversité, et au moment où se définit la laïcité française, ils constituent l'un des lieux privilégiés d'observation de la mobilisation catholique. Véritables lieux d'information et d'échange, ces congrès ne se préoccupent pas seulement de stimuler les bonnes œuvres. Ils s'emploient aussi à mettre en place des structures favorables à l'engagement des fidèles dans l'action. En réalité, la codification rapide de ces lieux de pouvoir et de sociabilité ainsi que les débats sur les formes d'organisation ou le mode d'intervention des laïcs suggèrent l'existence d'un processus inachevé de mobilisation des populations catholiques et de soumission à l'autorité épiscopale.

Après avoir retracé l'histoire des Comités catholiques, ce livre brosse un portrait type de ces catholiques engagés, autour de cinq grandes figures (Charles Chesnelong, Émile Keller, Anatole de Caulaincourt, Charles Thellier de Poncheville, Charles de Nicolay), avant de présenter un panorama de l'ensemble des œuvres catholiques, grâce auxquelles, après les années

d'affrontement, l'Église catholique est apparue dans la société française, poussée moins par la recherche de domination que par la charité. Cet ouvrage retrace une « genèse de la laïcité » à travers les textes institutionnels qui ont conduit et prolongé la loi de séparation de l'Église et de l'État (1905). Où l'on voit que la situation a peu évolué.

L'Invention de la Vénus de Milo



★★★★☆

Takis Théodoropoulos

Sabine Wespieser Éd., 216 p., 21 €

L'écrivain athénien Takis Théodoropoulos retrace le chemin parcouru par la plus célèbre statue grecque, de l'île de Milo aux collections du Louvre en 1820-1821. Comme Le Dahlia noir de James Ellroy, l'histoire commence par la découverte du corps nu, mutilé et sectionné en deux au niveau de la taille d'une mystérieuse inconnue. Et elle se poursuit au rythme trépidant nouvelle de grand style. Qui l'a amenée ici? Qui l'a coupée en deux? Qui a subtilisé sa main gauche tenant la pomme de discorde que certains témoins ont juré avoir vue? Et surtout, qui est cette jeune femme aux seins nus souillés par la terre, drapée dans son sommeil de marbre blanc? « Vénus », a immédiatement tranché Olivier Voutier, aspirant de la Marine française présent sur les lieux aux côtés du paysan grec Yorgos Kendrôtas et de son apprenti Andréas Kalokairinos. Il aurait pu dire Hélène, Thalie, Aglaé, Clio, Erato ou Polymnie. Il a dit Vénus. Cette scène se déroule à Milo, une petite île volcanique des Cyclades, le 15 avril 1820. En prononçant ce nom, Voutier ne sait pas qu'il vient d'inventer l'un des symboles majeurs

de l'art occidental, ni que cette déesse sculptée dans le marbre de Paros va être offerte à Louis XVIII avant de trouver une place royale dans les collections du Louvre qu'elle ne quittera plus. Il faut entendre le mot invention d'une triple manière à la fois découverte, chose créée et fruit de l'imagination. C'est en Grèce que les romantiques tenaillés par le mal du siècle embarquaient en quête de nouveaux dieux. On pourrait se demander si l'idolâtrie de l'Antique n'est pas tout simplement un symptôme de la nostalgie du Sud. Alors, la Vénus de Milo serait un enfant de ce "Midi de l'âme". Un roman baigné de lumière grecque...

La paroisse au Moyen Age



★★★★☆

Michel Aubrun

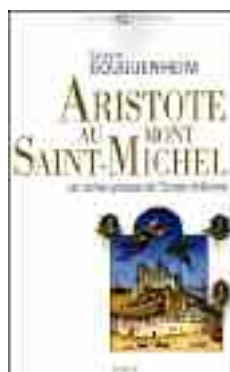
Picard, 256 p., 32 €

Michel Aubrun est un grand spécialiste de l'histoire des paroisses et de l'histoire de l'ordre de Cîteaux. Les études qu'il a recueillies dans ce volume, au terme de sa carrière professionnelle à l'université Blaise-Pascal (1967-1998), ont trait à ses principaux champs d'intérêts, mais aussi à l'histoire locale (ses "devoirs de vacances"). En bon historien, il sait passer de l'histoire générale à l'histoire très locale. Au Moyen Age, en Occident, l'Église s'est signalée par la création de paroisses et d'institutions ecclésiastiques (chapitres et monastères). La paroisse représentait la communauté des hommes: ceux-ci y naissaient, ils y étaient baptisés et mariés, ils y mouraient. Et le curé enseignait les fidèles. Les chanoines vivaient soit

en chapitre et servaient la messe dans une cathédrale (siège de l'évêque) ou dans une collégiale, soit retirés du monde dans un monastère pour prier et étudier.

Jusqu'en ces dernières années, la paroisse fut le lieu sacré par excellence de toute la vie française, enveloppant toutes les significations sociales et spirituelles du « pays ». Dans les milieux ruraux, l'univers paroissial est fait du village ou du faubourg, des maisons et des terres. Ces lieux sacrés sont, par ordre d'importance, l'église et son perron, le terrain de la fabrique, le cimetière et ses lots, le presbytère, la sacristie, les chapelles de dévotion, les croix de chemin, les grottes, les niches, certains calvaires. Dieu habite tous ces lieux, mais il habite surtout l'église paroissiale. Avec son clocher, ses croix, ses murs ornements et ses statues, l'autel et son tabernacle, l'église est, pour eux du moins, le point de rencontre par excellence du ciel et de la terre, du temps et de l'éternité. C'est un « petit ciel » en devenir ou mieux: la maison de Dieu.

Aristote au Mont St Michel les racines grecques de l'Europe chrétienne



★★★★★

Sylvain Gouguenheim

Seuil, 282 p., 21 €

Un pavé dans la marre. Contredisant la thèse d'un « islam des Lumières », Sylvain Gouguenheim montre que le savoir grec antique n'a jamais disparu d'Europe, et que les Arabes qui traduisirent ces textes n'étaient pas musulmans mais chrétiens. L'objet du livre est la filiation

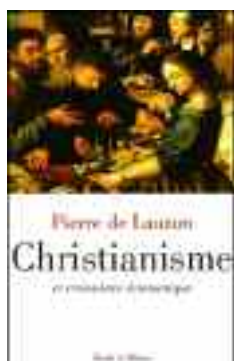
culturelle monde occidental-monde musulman. Sur ce sujet, les enjeux idéologiques et politiques pèsent lourd. Or cet universitaire des plus sérieux, professeur d'histoire médiévale à l'École normale supérieure de Lyon, met à mal une série de convictions devenues dominantes.

On se souvient de la polémique qui a entouré la conférence tenue à l'université de Ratisbonne, le 12 septembre 2006, par Benoît XVI, alors accusé d'avoir lié islam et violence. Loin de s'adresser au monde musulman, il s'agissait pour le Saint-Père d'aborder les rapports entre foi et raison et de dénoncer le « programme de déshellénisation » de l'Occident chrétien.

Éclairant fort à propos ce débat, l'historien Sylvain Gouguenheim montre, s'il était encore nécessaire, que la qualification d'« âges sombres » ne convient pas à la période médiévale. En effet, l'Europe du haut Moyen Âge ne s'est jamais coupée du savoir grec, dont quelques manuscrits restaient conservés dans les monastères. Rappelons qu'en 758-763, Pépin le Bref se fait envoyer par le pape Paul 1er des textes grecs, notamment la Rhétorique d'Aristote. Des noyaux de peuplement hellénophone s'étaient maintenus en Sicile et en Italie (dont Ravenne). Salerne a ainsi produit une école de médecine indépendante du monde arabo-musulman. Enfin, durant les premiers siècles du Moyen Âge, il existait aussi une « authentique diaspora chrétienne orientale ». Car, nous dit l'auteur, si l'islam a transmis le savoir antique à l'Occident, c'est d'abord « en provoquant l'exil de ceux qui refusaient sa domination ». Assez naturellement, les élites purent se tourner vers la culture grecque, favorisant ces mouvements de « renaissance » qui animèrent l'Europe, de Charlemagne à Abélard. D'ailleurs, avant même que les lettrés ne vissent chercher en Espagne ou en Italie les versions arabes des textes grecs, d'importants foyers de traduction de manuscrits originaux existaient en Occident. À cet égard, M. Gouguenheim souligne le rôle capital joué par l'abbaye du Mont-Saint-Michel où un moine italien qui aurait

vécu à Constantinople, Jacques de Venise, fut le premier traducteur européen d'Aristote au XIII^e siècle. Ce monastère serait donc bien « le chaînon manquant dans l'histoire du passage de la philosophie aristotélicienne du monde grec au monde latin ». Tout Aristote serait ainsi passé directement du grec au latin, *plusieurs décennies avant qu'à Tolède* on ne traduise les mêmes œuvres en partant de leur version arabe.

Christianisme et croissance économique



★★★★☆

Pierre de Lauzun

Parole et Silence, 184 p., 17 €

C'est en Occident qu'est née au XVIII^e siècle une mutation radicale de la vie collective de l'humanité: l'économie moderne. Or l'Occident est par excellence la société façonnée par le christianisme. C'est lui qui l'a doté des caractéristiques essentielles directement ou indirectement à l'origine de ce décollage: la notion de personne humaine, son autonomie au sein de la société, sa liberté, la distinction du temporel et du spirituel, la valorisation du travail, l'encouragement au progrès matériel et à l'innovation, la rationalité des lois de la nature, etc. Autrement dit la Raison, l'Histoire, la Personne et le Travail.

On en voit les effets au Moyen Âge caractérisé par une expansion et une innovation impressionnantes. Le rôle de l'Église y est essentiel, tant par l'exemple avec les monastères, que par la réflexion: la pensée économique moderne démarre avec la

scolastique. Cette matrice spirituelle et culturelle a permis le décollage du XVIII^e siècle. Mais ce décollage exploitant les dons issus du christianisme s'est accompagné d'une mise à distance progressive de la foi par l'Occident. S'il n'est pas décisif dans l'explication du tournant, cet éloignement toujours plus marqué donne une signification très spécifique à notre société, de plus en plus matérialiste, et la première dans l'histoire à tenter de vivre sans religion. Mais comment cela sera-t-il possible sur la durée, si la foi a été décisive pour qu'elle naisse?

Le capitalisme esthétique



★★★★☆

Olivier Assouly

Le Cerf, 188 p., 23 €

Dans les nations industrialisées, les goûts des individus sont désormais employés à doper la consommation. L'industrialisation de la jouissance privilégie le superflu au nécessaire, la sensibilité à la raison, la séduction à la faculté de juger. Pourtant, avec l'exploitation du goût, le capitalisme est loin d'avoir découvert une terre inconnue. À l'âge classique, la noblesse de cour cultivait un style de vie commandé par les loisirs et le goût, tout en faisant du bon goût un critère de distinction et de promotion individuelle. Ces relations de compétition entre courtisans ont-elles été les premières notes en prélude au libéralisme? Si l'improductivité, au sens économique, a pu constituer une valeur fondatrice du goût, comment l'industrie a-t-elle pu transformer le goût en moteur économique de la

consommation? Le devenir esthétique du capitalisme repose sur la captation et la conversion de ce qu'il aurait de plus individuel en valeurs mesurables, échangeables et « massifiables », susceptibles de coloniser les moindres recoins de l'existence et de la culture. Encore une illustration des liens imbriqués entre le libéralisme et la démocratie (-sation).

L'ouvrage montre que les enjeux du capitalisme esthétique excèdent le territoire angélique des agréments. Les batailles esthétiques sont au cœur d'une guerre économique pour le contrôle des émotions et des affections. Le marketing est d'ailleurs imprégné de vocabulaire militaire. Et le politique s'est incliné devant l'économique.

Agent secret



★★★★☆

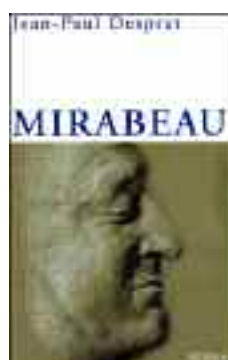
Joseph Conrad

Gallimard, 450 p., 12,50 €

Ce livre raconte un drame familial. Les causes rationnelles de l'amour qui unit M. et Mme Verloc sont profondément différentes. Longtemps cette asymétrie de comportements ne pose pas de problème; le couple vit sans heurts car il n'y a presque aucune communication entre eux. Mme Verloc a trouvé un mari aimant et généreux prêt à accueillir sous leur toit sa mère et surtout son frère handicapé mental qu'elle a toujours protégé, comme si elle était mère de son propre frère. M. Verloc pour sa part a trouvé dans le couple le calme et la vie facile auxquels il aspirait. Il aime sa femme non pas comme un être de chair et de sang, de passions et de

sensations, mais plutôt comme un objet rassurant et plaisant. S'il avait vraiment aimé sa femme, il aurait compris l'importance qu'avait Stevie pour elle. M. Verloc est victime de « l'illusion idéaliste d'être aimé pour lui-même ». Cette transaction amoureuse malsaine et ce cruel manque de communication vont conduire au drame, puis à la tragédie. Le destin implacable va s'abattre sur ce couple trop tranquille. Ce livre n'est pas un roman naturaliste. Si les descriptions très précises plongent le lecteur dans une atmosphère pesante, au milieu de cette populace vulgaire des bas-fonds londoniens, cette vile société de révolutionnaires forts en gueule reste inactive et stérile. L'auteur a l'habileté d'illuminer sa prose de mille fanaux plein d'ironie et de cynisme. Zola nous immergerait dans le drame familial; Conrad nous tient à distance, il protège ses lecteurs de la tragédie du couple Verloc en apportant son regard personnel de narrateur. Il dépeint un monde très noir, ses descriptions désabusées désacralisent les prétentions sociales les mieux établies: le fameux agent secret n'est qu'un tocard douillet, les anarchistes sont des cuistres, les policiers se livrent une lutte carriériste sans merci. Conrad n'apprécie visiblement pas les dialogues. D'où l'utilisation récurrente du discours libre et de la forme indirecte. De la même façon, il nous tient à l'écart, à l'extérieur; il exhibe lui-même les pensées secrètes des individus. Ce rôle d'intermédiaire joué par le narrateur permet de ralentir le rythme de l'intrigue tout en évitant que le lecteur ne sombre dans le pathos. Pour Borges c'est « le meilleur roman policier qu'on ait jamais écrit », le cinéma s'en est donc emparé. Fleuron de la période anglaise d'Alfred Hitchcock, réalisé en 1936, alors que la guerre frappe aux portes de l'Europe, Agent secret est l'un des films les plus noirs du réalisateur. Les personnages n'obéissent plus aux convenances morales mais subissent les lois fatales de la psychologie.

Mirabeau



★★★★☆

Jean-Paul Desprat

Perrin, 804 p., 26,50 €

Mirabeau unit en lui la Révolution et la corruption. Il incarne au plus haut point la lutte du tempérament et du génie, dans laquelle le tempérament finit toujours par venir à bout du génie, sauf chez lui où c'est le tempérament qui sans cesse vient soutenir un génie aux prises avec les événements révolutionnaires. Aîné d'une vieille famille provençale, détesté par son père – le fameux Ami des hommes, l'un des penseurs les plus originaux du XVIIIe siècle –, qui lui reproche sa tête énorme et son visage grêlé, il vit six des premières quarante années de sa courte vie en prison ou en exil; pour des dettes, pour des écrits, pour des femmes enlevées à leur mari. Traversant l'Europe sans un sou en poche, observant tour à tour le parlementarisme et la presse anglaise, le militarisme prussien, la tolérance hollandaise, Mirabeau apprend et réfléchit.

Les deux dernières années de sa vie vont rendre Mirabeau insurpassable: elles se situent tout entières dans la Révolution dont il est, ainsi que le disait Goethe, l'"Hercule". Elles se découpent en trois époques. Du 5 mai au 7 novembre 1789, la Révolution juridique (la constitution, la liberté de la presse; l'abolition des privilèges; la volonté de devenir ministre pour avoir prise sur les événements; une voie que la jalousie de ses collègues lui ferme définitivement en novembre). Du 7 novembre 1789 au 15 avril 1790, une période de doute qui l'amène, sans s'y compromettre vrai-

ment, dans les eaux troubles de la conspiration mais surtout à lancer les grands débats qui n'aboutiront pas de son vivant. Du 15 avril à sa mort par épuisement, 2 avril 1791: l'entente secrète et déçue avec Louis XVI et Marie-Antoinette pour promouvoir un pouvoir exécutif fort face à l'Assemblée dont il prévoit la dérive totalitaire et face à l'émeute populaire qui lui fait également anticiper la Terreur. La constitution telle qu'il souhaite l'adapter alors, avec la coexistence d'une représentation nationale et d'un exécutif fort, n'aboutira finalement qu'en 1958, avec Charles de Gaulle. Une biographie brillante du lion d'Aix.

Les déferlantes



★★★★☆

Claudie Gally

Ed du Rouergue, 522 p., 21,50 €

La Hague, en pointe du Cotentin. Une terre de légendes, un lieu de croyance. Une terre pas comme les autres. Peu habitée, hostile aux hommes. Un pays où les vieux et les arbres se ressemblent, pareillement torturés et silencieux. Façonnés par le vent. Où les désirs sont mis à vif par le vent. Ici on dit que le vent est parfois tellement fort qu'il arrache les ailes des papillons. Sur ce bout du monde en pointe du Cotentin vit une poignée d'hommes. C'est sur cette terre âpre que la narratrice est venue se réfugier depuis l'automne. Employée par le Centre ornithologique, elle arpente les landes, observe les falaises et leurs oiseaux migrateurs. La première fois qu'elle voit Lambert, c'est un jour de grande tempête. Sur la plage dévastée,

la vieille Nan, que tout le monde craint et dit à moitié folle, croit reconnaître en lui le visage d'un certain Michel. D'autres, au village, ont pour lui des regards étranges. Comme Lili, au comptoir de son bar, ou son père, l'ancien gardien de phare. Une photo disparaît, de vieux jouets réapparaissent. L'histoire de Lambert intrigue la narratrice et l'homme l'attire. En veut-il à la mer ou bien aux hommes? Dans les lamentations obsédantes du vent, chacun semble avoir quelque chose à taire.

L'auteur excelle à créer des atmosphères denses et singulières, des personnages à vif, des histoires prenantes que l'on garde longtemps en soi. Les scènes sont brèves, les phrases courtes, le style limpide, l'écriture fort belle et le plaisir de lecture permanent et vif. Lisez-le lentement, il le mérite.

Agent secret



★★★★☆

Joseph Conrad

Gallimard, 450 p., 12,50 €

Ce livre raconte un drame familial. Les causes rationnelles de l'amour qui unit M. et Mme Verloc sont profondément différentes. Longtemps cette asymétrie de comportements ne pose pas de problème; le couple vit sans heurts car il n'y a presque aucune communication entre eux. Mme Verloc a trouvé un mari aimant et généreux prêt à accueillir sous leur toit sa mère et surtout son frère handicapé mental qu'elle a toujours protégé, comme si elle était mère de son propre frère. M. Verloc pour sa part a trouvé dans le couple le calme et la vie facile auxquels il aspirait. Il aime sa femme non pas comme

un être de chair et de sang, de passions et de sensations, mais plutôt comme un objet rassurant et plaisant. S'il avait vraiment aimé sa femme, il aurait compris l'importance qu'avait Stevie pour elle. M. Verloc est victime de « l'illusion idéaliste d'être aimé pour lui-même ». Cette transaction amoureuse malsaine et ce cruel manque de communication vont conduire au drame, puis à la tragédie. Le destin implacable va s'abattre sur ce couple trop tranquille. Ce livre n'est pas un roman naturaliste. Si les descriptions très précises plongent le lecteur dans une atmosphère pesante, au milieu de cette populace vulgaire des bas-fonds londoniens, cette vile société de révolutionnaires forts en gueule reste inactive et stérile. L'auteur a l'habileté d'illuminer sa prose de mille fanaux pleins d'ironie et de cynisme. Zola nous immergerait dans le drame familial; Conrad nous tient à distance, il protège ses lecteurs de la tragédie du couple Verloc en apportant son regard personnel de narrateur. Il dépeint un monde très noir, ses descriptions désabusées désacralisent les prétentions sociales les mieux établies: le fameux agent secret n'est qu'un tocard douillet, les anarchistes sont des cuistres, les policiers se livrent une lutte carriériste sans merci. Conrad n'apprécie visiblement pas les dialogues. D'où l'utilisation récurrente du discours libre et de la forme indirecte. De la même façon, il nous tient à l'écart, à l'extérieur; il exhibe lui-même les pensées secrètes des individus. Ce rôle d'intermédiaire joué par le narrateur permet de ralentir le rythme de l'intrigue tout en évitant que le lecteur ne sombre dans le pathos. Pour Borges c'est « le meilleur roman policier qu'on ait jamais écrit », le cinéma s'en est donc emparé. Fleuron de la période anglaise d'Alfred Hitchcock, réalisé en 1936, alors que la guerre frappe aux portes de l'Europe, Agent secret est l'un des films les plus noirs du réalisateur. Les personnages n'obéissent plus aux convenances morales mais subissent les lois fatales de la psychologie.

Le sens chrétien des mots



★★★★☆

Pascal-Raphaël Ambrogi

Tempora, 336 p., 18 €

Depuis deux cents ans et avec une accélération depuis quarante ans, notre société s'éloigne de ses bases chrétiennes. Le sens chrétien des mots et la richesse inépuisable du vocabulaire religieux nous échappent de plus en plus. La langue française, fruit du mélange de racines celtes, grecques, romaines, judéo-chrétiennes possède donc des expressions en voie de disparition. Les futures générations, sauveront-elles de notre patrimoine linguistique les formules suivantes: "pleurer comme une madeleine", "se faire l'avocat du diable", "bouc émissaire", "année sabbatique", "mi-figue, mi-raisin", "mettre sa main au feu", "vieux comme Mathusalem"... ?

La déchristianisation de la France a entraîné une déculturation des Français et de leur langue. On a perdu le sens des mots parce que l'on a perdu le sens de la vie telle que la concevaient les siècles passés. Il fallait l'immense savoir de Pascal-Raphaël Ambrogi pour dresser l'inventaire des mots, et leur donner un contenu exact, précis et accessible à tous. Ami de la langue française dans toute sa clarté, il est serviteur et témoin d'une langue qui reste par son universalisme source de sagesse et par la richesse de ses nuances source de précision dans l'expression. Homme de foi, il ne s'est pas uniquement tourné vers une archéologie de mots rares en matière religieuse, qui rencontrés au hasard d'une lecture demanderaient le secours de dictionnaires, l'auteur se veut aussi serviteur et témoin du sens que le

christianisme peut aujourd'hui encore donner à l'existence de qui le veut. Une des trouvailles maîtresses de son livre est donc d'avoir multiplié avec bonheur les citations intéressantes de la Bible, de la liturgie catholique ou de grands auteurs spirituels. Selon les mots illustrés on peut facilement retrouver le texte d'une prière ou le passage d'Écriture concerné. Bien plus qu'un simple « dictionnaire », c'est une véritable mine de textes qu'offre l'auteur. C'est l'une de ses grandes originalités et l'un de ses grands mérites, qui en fera un ouvrage pratique et utile pour tout un chacun, mais aussi pour les prédicateurs, catéchistes, laïcs en responsabilité ecclésiale ou encore les étudiants. À vous donc lecteur de retrouver le sens premier des mots que vous utilisez au quotidien, de naviguer dans ce riche ouvrage et d'y entendre l'écho du divin.

L'intérêt général à l'épreuve du pluralisme



★★★★☆

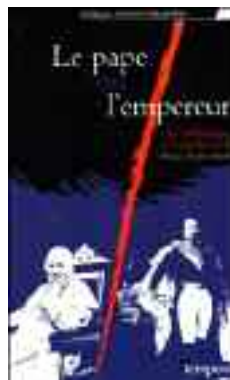
Bruno Denis

La Documentation française,
120 p., 10 €

À voir de plus en plus souvent des associations de riverains s'élever contre la réalisation de projets d'utilité publique ou des mouvements catégoriels freiner coûte que coûte l'adoption de mesures législatives qu'ils estiment attentatoires à leurs intérêts, on pourrait penser que le sens de l'intérêt général se délite. Naguère encore, il était admis que la définition de l'intérêt général incombe exclusivement à l'État et aux représentants élus de la nation. Mais cette croyance fondatrice de la

modernité politique, qui a longtemps fonctionné en France comme un réflexe d'union républicaine, se trouve aujourd'hui ébranlée. Le pouvoir étatique s'exerce désormais dans un espace multipolaire où une pluralité d'acteurs infra-étatiques et supranationaux défendent leur propre lecture de l'intérêt général. De leur côté, les citoyens n'hésitent plus à contester les décisions de leurs représentants et à investir l'espace public pour faire valoir leurs demandes spécifiques. Dans un contexte de fort pluralisme, la formulation de l'intérêt général peut-elle encore être le monopole de l'État-nation et de la représentation nationale? Une conception procédurale de l'intérêt général n'a-t-elle pas émergé à mesure que se transformaient les modes de gouvernement ainsi que les sources de légitimité démocratiques? Ce livre dresse le constat de l'ébranlement de ce principe de légitimation du pouvoir politique. Il n'aborde pas, hélas, le message de l'Église en ce domaine.

Le pape et l'empereur



★★★★☆

Philippe Pichot-Bravard

Ed Tempora, 212 p., 19 €

Le 10 décembre 1848, le prince Louis-Napoléon Bonaparte est élu Président de la République française, deuxième de la série. L'ambiguïté de cette élection, qui met en péril la constitution, est le reflet du trouble des électeurs qui cherchent un homme consensuel pour diriger la France. Le ralliement au futur Napoléon III semble le seul choix politique capable de préserver l'ordre social. La poli-

tique de l'empereur va rapidement être condamnée par le pape Pie IX qui y voit une atteinte aux affaires temporelles du Saint-Siège et à la doctrine sociale de l'Église. Mais pour les catholiques français, décider de suivre l'empereur qui représente la seule force capable de résister à la gauche anticléricale ou le pape qui condamne les erreurs modernes ne va pas être un choix facile. Historien et romancier, l'auteur met en scène les hésitations, les retournements et les choix qui furent ceux de cette période de reconstruction difficile de la nation française. Professeur de droit et d'histoire, l'auteur enseigne également l'histoire des idées politiques et des institutions européennes, c'est donc naturellement qu'il replace les différents enjeux de la politique internationale et les interférences des domaines politique et religieux de l'État français durant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Figure humaine



★★★★☆

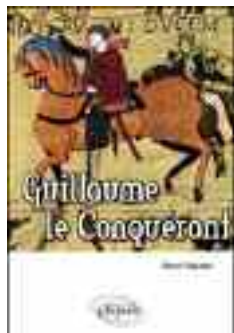
Jean-Pierre Lemaire

Gallimard, 94 p., 14 €

Dans un monde moderne peu enclin au piétisme, Jean-Pierre Lemaire se revendique croyant et même chrétien. Mais il n'y a rien en lui ou dans sa poésie de saint-sulpicien. C'est plutôt sur le mode de l'allusion qu'il donne à entendre son expérience d'une transcendance, d'une secrète présence, intimement mêlée aux réalités les plus quotidiennes. Dans ce nouveau recueil, il cherche à recomposer la figure de l'homme, mise à mal par la violence du monde actuel, à travers les débris d'espoir qu'il repère et recueille ici et là, comme le brin

d'herbe dans la boue qui proclame, malgré tout, le triomphe de la vie. Renouvelant son style à travers une langue claire, musicale, et un langage purifié, l'auteur signe ici son recueil le plus lumineux et le plus confiant, nourri par la rencontre de l'autre.

Guillaume le conquérant



★★★★☆

Henri Suhamy

Ellipses, 432 p., 28 €

Près de mille ans après sa naissance, Guillaume de Normandie (v.1027-1087), dit aussi Guillaume le Conquérant ou Guillaume le Bâtard, mais qu'en Grande-Bretagne on nomme Guillaume 1er, reste un personnage controversé, fascinant et pourtant quelque peu insaisissable. Il ne subsiste de lui aucun portrait contemporain. Aucun historiographe ni compagnon d'armes n'ont laissé de chronique consignant au jour le jour ses faits et gestes. Pourtant son destin a donné lieu à la plus célèbre œuvre d'art de l'Occident médiéval : la tapisserie dite de Bayeux qui relate en images comment le duc de Normandie a pu devenir roi d'Angleterre après la bataille de Hastings (1066) et asseoir une nouvelle dynastie.

Cet ouvrage se concentre avec clarté sur l'essentiel et replace le protagoniste dans le monde où il a vécu. À la difficulté d'établir des données objectives sur ce personnage à la fois illustre et obscur, s'ajoute la tentation des prises de position trop passionnelles. Certains font de lui le héros d'une épopée s'étalant sur toute une vie, d'autres un prédateur aussi implacable que ses ancêtres vikings.

Tous s'accordent pour voir en lui l'instaurateur d'une civilisation. L'auteur quant à lui n'a pas hésité à remonter dans le passé normand et anglais, et à envisager les suites de la conquête de l'Angleterre. Guillaume en Angleterre, contrairement à Jules César en Gaule, n'a pas effacé la civilisation ni la langue du pays conquis. Il est à l'origine d'une fusion dont la langue anglaise fait partie et d'où résulte la Grande-Bretagne d'hier et d'aujourd'hui, de même dans le domaine juridique et administratif.

Le prince, l'argent et les hommes au Moyen Âge



★★★★☆

Collectif

Presses Universitaires de Rennes

648 p., 8 €

L'histoire de l'impôt, de la monnaie et des institutions financières propres à la principauté bretonne du temps des ducs de la maison de Montfort (1364-1514) a fourni sa nécessaire trame à la thèse d'État de Jean Kerhervé avec la mise en place et le développement des services centraux d'ordonnancement et de contrôle de la dépense, le renforcement des structures de gestion du domaine et, étape cruciale, l'institution de prélèvements réguliers sur les fruits de la terre, la consommation urbaine et les échanges marchands. L'impôt, sa perception, son emploi, les fluctuations de la monnaie dessinent un premier axe de ce livre : l'histoire des finances.

Cependant, sans les hommes qui les animent, les institutions ne seraient rien et Jean Kerhervé s'est toujours attaché à une approche sociale des milieux professionnels liés au monde de

l'argent. Les gens de finance, qu'ils soient gestionnaires de quelque fraction reculée du domaine ducal, receveurs de droits affermés, comptables centraux, conseillers de la Chambre des comptes... appartiennent tous à une parentèle avec sa stratégie propre, ses réussites, ses échecs parfois ; ils disposent aussi d'un patrimoine, et l'on connaît assez bien les manoirs ruraux comme les maisons en ville des plus fortunés. Grâce aux apports incomparables de la prosopographie, la connaissance des hommes, de leur culture, de leur mode de vie devient le prolongement naturel du dévoilement des mécanismes fiscaux.

Cet argent collecté par le prince l'est dans la perspective d'affirmer le rang de son duché dans le concert des puissances atlantiques aux deux derniers siècles du Moyen Âge. La construction d'un État princier suppose aussi un système de croyance (idéologie) qui le légitime. Le recours au passé se révèle essentiel pour l'illustrer : l'historiographie modèle le destin des principautés émergentes dans les décennies marquées par la guerre de Cent Ans. L'étude de ces convergences fécondées par la réinterprétation du passé oriente donc logiquement un dernier axe de cohérence.

Écrits politiques



★★★★☆

Maurice Blanchot

Gallimard, 272 p., 16,5 €

L'exceptionnelle hauteur intellectuelle et littéraire de Maurice Blanchot (1907-2003), n'est plus à démontrer. Son œuvre rayonne aujourd'hui très

au-delà des frontières françaises, influençant la philosophie aussi bien que la littérature. Sa pensée politique, cependant, est beaucoup moins connue. Et pour cause: ses textes et déclarations n'avaient pas été réunis. L'édition des écrits politiques d'après-guerre de Maurice Blanchot est l'occasion de réunir la totalité de ces textes et de les publier, tous, d'après les originaux conservés dans les archives de l'auteur.

Cette édition commence en 1958 avec le premier texte « politique » publié par Maurice Blanchot depuis la guerre. Un texte essentiel, d'opposition à la prise du pouvoir par De Gaulle, intitulé « Le Refus ». « À un certain moment, écrit Blanchot dans celui-ci, face aux événements publics, nous savons que nous devons refuser. Le refus est absolu, catégorique. Il ne discute pas, ni ne fait entendre ses raisons ». Quoiqu'il reste silencieux et solitaire, même lorsqu'il s'affirme, comme il le faut, au grand jour. Les

hommes qui refusent et qui sont liés par la force du refus, savent qu'ils ne sont pas encore ensemble. Le temps de l'affirmation commune leur a précisément été enlevé. Ce qui leur reste, c'est l'irréductible refus, l'amitié de ce Non certain, inébranlable, rigoureux, qui les rend unis et solidaires.

Et c'est en effet toutes les formes possibles du refus que les textes suivants vont égrener: refus de la poursuite de la guerre française coloniale en Algérie; refus du conservatisme bourgeois en mai 1968, etc. Ce qui l'emporte donc, dans la plupart de ces pages, c'est le refus, dès lors que l'on est projeté dans "une histoire grave, où tout se pervertit en une confusion malheureuse".

Si marqués que soient tous ces textes par le refus, ils n'en constituent pas moins l'une des formes les plus hautes de l'affirmation. Affirmation de la possibilité de penser en commun (une communauté portée jusqu'à l'anonymat: c'est intentionnellement,

en effet, qu'aucun des textes produits dans l'effervescence de 1968 n'a été signé par lui); de penser communautairement la possibilité d'une existence politique recommencée.

Finalement on s'aperçoit que Maurice Blanchot n'est pas un écrivain engagé au sens traditionnel. S'il a été l'auteur d'articles de droite entre 1930 et 1940, de gauche entre 1958 et 1968, Maurice Blanchot surprendra toujours non par un quelconque engagement mais par son silence. Sa pensée, qualifiée de complexe, oscille entre philosophie et analyse littéraire. Les écrits politiques de Blanchot ne font pas système, mais défendent des valeurs. Ils sont essentiellement une écriture de la réaction, de l'affrontement, sans jamais exposer la moindre compromission avec le pouvoir. Au-delà de ses choix et de l'événementiel, l'écriture politique de Blanchot, est toujours à penser, en ce qu'elle expose chaque fois une inquiétude éthique.